

GRAZ, Jean-Christophe, *La gouvernance de la mondialisation*, coll. Repères, Paris, La Découverte, 2004, 127 p.

Olivier Boiral

Volume 37, numéro 1, mars 2006

Les livres blancs et la politique étrangère : pratiques comparées

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/013432ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/013432ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Boiral, O. (2006). Compte rendu de [GRAZ, Jean-Christophe, *La gouvernance de la mondialisation*, coll. Repères, Paris, La Découverte, 2004, 127 p.] *Études internationales*, 37(1), 179–182. <https://doi.org/10.7202/013432ar>

l'UNESCO éprouve des difficultés de reconnaissance dans d'autres forums. Comme on a pu l'observer lors du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), organisé par l'Union internationale des communications (IUT), la gestion de la diversité culturelle est un sujet qui s'ancre difficilement là où les intérêts du privé sont bien représentés. Processus consistant à créer un cadre réglementaire propice au déploiement du marché de l'information, le SMSI présente un projet concurrent et antinomique de celui qui est en œuvre à l'UNESCO. Sans les efforts de la société civile, le dilemme que pose la protection de la diversité culturelle tendrait à y être évacué, d'autant plus que le processus en cours à l'IUT se développe simultanément à celui de l'UNESCO.

En articulant la réflexion autour de trois thèmes que sont culture et commerce, la culture comme droit fondamental et le projet de l'UNESCO en regard à la société de l'information, cet ouvrage possède la particularité de présenter un ensemble de points de vue critiques et multidisciplinaires. Les brèves analyses rassemblées ici par Gilbert Gagné enrichissent la réflexion sur ce projet qui est en cours d'élaboration. L'ouvrage arrive donc à un moment propice au débat et il comble un besoin de mise à jour pour les universitaires et les gestionnaires du milieu culturel qui s'intéressent à la question. Pour des raisons inhérentes à tout débat d'actualité, on comprendra que l'ouvrage n'a pas pu se pencher sur les derniers faits marquants, dont particulièrement l'ultime version de l'avant-projet de juin 2005. Il y a lieu de tenir compte que le processus menant à l'adoption de l'instrument est

avancé au-delà de l'analyse qu'en font les auteurs. L'ouvrage n'en conserve pas moins toute la pertinence et le mérite de se pencher sur un enjeu complexe où figure l'un des projets-phares prétendant à une mondialisation plus humaine.

ÉRIC MARTIN

Chercheur indépendant, Québec

La gouvernance de la mondialisation.

GRAZ, Jean-Christophe. *Coll. Repères, Paris, La Découverte, 2004, 127 p.*

La mondialisation et sa gouvernance ont été l'objet d'une multitude d'ouvrages au cours des dernières années. Celui de Jean-Christophe Graz, professeur à l'Université de Lausanne et codirecteur de la revue *A contrario* se distingue avant tout par sa concision et sa perspective très interdisciplinaire. Ainsi, en moins de 125 pages, l'auteur se propose d'analyser une thématique aussi large que complexe et controversée en l'abordant sous des angles historiques, politiques et économiques. Des questions aussi diverses que la globalisation financière, la normalisation, la clause sociale ou encore les enjeux environnementaux sont traitées avec un souci de synthèse plus que d'approfondissement et de détail. Cette approche élargie s'inscrit dans ce que l'auteur appelle la « quatrième génération » des travaux sur la mondialisation. Contrairement aux approches traditionnelles, surtout centrées sur le pouvoir des États face à celui des marchés, il s'agit ici d'intégrer dans le champ d'analyse un ensemble beaucoup plus vaste d'acteurs et de mécanismes de régulation.

Les deux premiers chapitres permettent de mettre en contexte ces mécanismes de régulation de l'ordre international. Dans le premier chapitre, l'auteur propose quelques repères historiques tout en militant pour une vision non linéaire et complexe de la mondialisation. Reprenant le concept classique « d'économie-monde » de Braudel ainsi que les analyses non moins classiques de Polanyi, les origines et le développement du capitalisme jusqu'à la création de l'OMC en 1995 sont décrits de façon on ne peut plus succincte. Le second chapitre présente des cadres d'analyse pour appréhender l'ordre international à partir de diverses perspectives théoriques. Après un exposé des principales théories classiques (fonctionnalisme, réalisme, marxisme et impérialisme, libéralisme), le concept de multilatéralisme est décrit comme un « projet de société spécifique » reposant sur des valeurs communes plus que sur un réel principe de régulation. Enfin, les approches contemporaines, centrées sur différents régimes internationaux, sur le pouvoir structurel et sur la théorie critique sont analysées. Le concept de gouvernance, qui s'inscrit dans ces approches contemporaines est abordé à partir notamment des travaux sur la question de la *Commission on Global Governance*. Ce concept permet d'analyser le rôle des organisations non gouvernementales et des autorités privées dans les mécanismes dits « hybrides » de régulation de la mondialisation.

Les autres chapitres de l'ouvrage sont centrés sur des enjeux majeurs associés à la gouvernance de la mondialisation. Le premier de ces enjeux

est celui de la régulation financière internationale. Plutôt que de décrire, en suivant un schéma classique, le rôle des institutions de Bretton Woods, l'auteur centre son analyse sur les liens entre la globalisation, l'instabilité monétaire et le creusement des inégalités dans le monde en dénonçant notamment les effets pervers de la libéralisation des marchés financiers et du consensus de Washington. La description d'une douzaine de plates-formes de régulation financière internationale permet d'illustrer la complexité du système monétaire actuel, le rôle accru des acteurs privés et l'érosion du pouvoir des États. Le second enjeu analysé est celui de la production, du travail et des migrations : délocalisations, accords sur l'investissement, conventions de l'OIT, responsabilité sociale d'entreprise, etc. La normalisation internationale et les accords interétatiques sont les principaux instruments de régulation envisagés dans ce chapitre. Le troisième enjeu abordé est celui du commerce et de l'harmonisation des conditions de l'échange. L'auteur fait ici un retour sur les sempiternels débats entre protectionnisme et libéralisme, entre régionalisme et bilatéralisme, etc. Le rôle de l'OMC dans le processus de mondialisation et celui de l'opposition altermondialiste ne sont pas oubliés. Le dernier enjeu recensé traite de la santé, de l'environnement et de la « gouvernance du vivant ». En suivant le même cheminement généraliste, l'auteur brosse à grands traits les contours de certains problèmes qui dominent l'actualité internationale sur ces questions : la promotion du développement durable, les échecs des sommets sur les grandes ques-

tions environnementales, l'application du principe de précaution, le rôle de l'OMS dans la gouvernance mondiale de la santé publique, etc. Enfin, dans la conclusion générale, l'auteur ouvre de façon très sommaire et sans doute trop tardive dans le cheminement de l'ouvrage, un débat sur la mise en échec de la logique multilatérale de la gouvernance mondiale par l'unilatéralisme de la politique extérieure américaine, qualifiée ici d'impérialiste et de militariste.

En résumé, l'ouvrage propose une synthèse éclectique sur de grands enjeux internationaux que les concepts très englobants de *gouvernance* et de *mondialisation* permettent de réunir de façon plus ou moins légitime et structurée. La perspective interdisciplinaire et la clarté de l'écriture en font un très bon livre didactique d'introduction aux relations internationales contemporaines ou de culture générale. La complémentarité des approches historiques, théoriques et sociopolitiques offre un éclairage très dense sur des questions opaques et trop souvent abordées suivant une perspective disciplinaire restrictive. L'introduction d'éléments d'actualité récents permet également de mettre à jour et d'illustrer un cadre d'analyse fondé sur des auteurs classiques et contemporains. Bref, Jean-Christophe Graz semble surtout motivé par un souci d'intégration et d'élucidation de problématiques, de théories, de perspectives très différentes, en évitant les digressions ou les détails pouvant faire perdre de vue une perspective d'ensemble. Cependant, à l'issue de la lecture de l'ouvrage, cette perspective demeure difficile à cerner. D'une part, il sem-

ble quasi impossible dans un ouvrage aussi concis de dresser un portrait de la « gouvernance de la mondialisation » autrement que par des généralisations parfois hâtives. D'autre part, les développements nécessairement elliptiques de l'ouvrage soulèvent en définitive beaucoup de questions qui restent sans réponses et donnent au lecteur le sentiment de propos souvent partiels voire partiels par rapport à des problématiques d'une grande complexité. Par exemple, dire que les Conventions de l'OIT « constituent la référence de base » (p. 76) en matière de responsabilité sociale d'entreprise en oubliant de mentionner qu'une proportion très faible des codes de conduites corporatifs tiennent compte de ces mêmes conventions peut prêter à des interprétations trompeuses. Au sujet des questions environnementales, il semble peu avisé de dire que « la science ne fournit pas directement de solutions praticables » concernant le principe « faire plus avec moins » de Georgescu-Roegen étant donné les nombreux travaux et expériences concluantes sur l'écologie industrielle et sur le principe d'éco-efficience. De même, dire que la conférence de Stockholm de 1972 « marque le passage de la question environnementale sur le plan international », c'est oublier les nombreux accords et rencontres internationales qui l'ont précédée bien avant, soulignant la dimension transfrontalière des enjeux écologiques et la nécessité d'une *gouvernance* mondiale sur ces questions. Citons, entre autres, l'accord international sur la protection des phoques dans la mer de Behring, signé en 1883, le congrès international pour la protection de la

nature, tenu à Paris en 1923, ou encore la conférence intergouvernementale sur l'environnement organisée par l'ONU en 1968. Ces imprécisions découlent dans une large mesure de la perspective de l'ouvrage, qui perd en exactitude ce qu'il gagne en généralisations. Par leurs richesses et leurs concisions, ces généralisations n'en reposent pas moins sur un travail de synthèse remarquable, qui offre des points de repères très instructifs pour mieux comprendre les débats contemporains sur la gouvernance de la mondialisation.

Olivier BOIRAL

Faculté des sciences de l'administration
Université Laval, Québec

RÉGIONALISME ET RÉGIONS – CANADA

Tests of Global Governance. Canadian Diplomacy and the United Nations World Conferences.

COOPER, Andrew F. *New York, United Nations University Press, 2004, 298 p.*

Ce n'est que depuis quelques années que l'analyse de la politique étrangère canadienne est devenue un champ d'étude systématique ; par contre en ce qui concerne la diplomatie canadienne, il y a encore énormément à faire. Certes beaucoup d'ouvrages ont été écrits sur l'histoire, en particulier sur l'âge d'or de notre politique étrangère et sur nos diplomates, mais rares sont les analyses de notre diplomatie, c'est-à-dire des stratégies et des méthodes utilisées par nos diplomates dans la poursuite des objectifs de notre politique étrangère. Le but de cet ouvrage d'Andrew Cooper est d'examiner la diplomatie

canadienne, mais aussi de contribuer à une meilleure compréhension du rôle des conférences mondiales onusiennes, de la place des organisations non gouvernementales (ONG) dans ces conférences et des mutations que connaît la diplomatie moderne. Ce dernier sujet en est un que Cooper a déjà commencé à examiner dans un ouvrage précédent sous sa codirection avec John English et Ramesh Thakur intitulé *Enhancing Global Governance. Towards a New Diplomacy ?* (2002).

Le point de départ de cette étude sur la diplomatie canadienne est la reconnaissance de l'importance d'une réalité assez récente en politique internationale : les conférences mondiales parrainées par l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit de conférences consacrées à un domaine particulier (*issue-specific*) qui, de plus, ont ouvert la porte à des précédents procéduraux, créant ce que Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, a défini comme « la nouvelle diplomatie ». Cette nouvelle diplomatie est d'ailleurs liée à un aspect plutôt nouveau de la vie internationale, conséquence des conférences onusiennes, que Cooper appelle « la gouvernance globale ». L'auteur examine dans cet ouvrage non seulement comment la diplomatie canadienne œuvre dans ce nouveau contexte mondial mais aussi ce que signifient gouvernance globale et nouvelle diplomatie.

Cooper a fait un effort de recherche considérable et remarquable sur plusieurs conférences onusiennes pour étudier la diplomatie canadienne ainsi que le nouvel environnement international. Dans un pre-